

DÉCLARATION COMMUNE DES CHEFS D'ÉTAT OU DE GOUVERNEMENT, PARTICIPANT AU SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISÉS, SUR LES QUESTIONS INTERNATIONALES, OTTAWA, LUNDI 20 JUILLET 1981.

20 JULY 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

1) Nos discussions sur les affaires internationales ont confirmé notre unité de vues sur les principales difficultés que nous éprouvons. Nous sommes déterminés à y faire face ensemble dans un esprit de solidarité, de collaboration et de sens de nos responsabilités.

- 2) Nous sommes tous préoccupés par les menaces incessantes dont sont l'objet la sécurité et la stabilité internationales. Une paix durable ne peut se construire que dans le respect de la liberté et de la dignité des nations et des individus. Nous en appelons à tous les gouvernements, leur demandant de faire preuve de retenue et de sens des responsabilités dans les affaires internationales, et de s'abstenir d'exploiter les crises et les tensions.

- 3) Au Moyen-Orient, nous restons convaincus qu'il faut trouver une solution au désaccord entre Israël et les États arabes. Nous déplorons tous l'accroissement de la tension et l'escalade actuelle des actes de violences dans cette région. Nous sommes profondément préoccupés de l'ampleur des destructions, en particulier au Liban, et des lourdes pertes en vies humaines de part et d'autre. Nous demandons aux États et parties en cause de faire preuve de pondération, en particulier afin d'éviter les représailles qui conduisent à l'escalade. Étant donné la tension qui existe actuellement dans cette région, nous les prions de s'interdire tout acte qui conduirait à de nouveaux bains de sang et à la guerre.

- 4) Nous sommes à cet égard particulièrement préoccupés du sort tragique du peuple libanais. Nous appuyons les efforts en cours pour permettre le retour au Liban d'une réconciliation nationale authentique, de la sécurité intérieure et de la paix avec ses voisins.

5) En ce qui concerne les relations Est - Ouest, nous sommes très inquiets de l'accroissement permanent de la puissance militaire soviétique. Cette inquiétude est renforcée par les agissements soviétiques qui sont incompatibles avec la retenue et le sens des responsabilités convenant aux affaires internationales. Cela entraîne pour nous le besoin de fortes capacités de défense. Nous insisterons fermement sur la nécessité de l'équilibre militaire et de la modération politique. Nous restons ouverts au dialogue et à la collaboration dans la mesure où le comportement de l'Union soviétique le permettra. Nous sommes convaincus de l'importance de travailler à un contrôle véritable des armements et à la conclusion d'accords de désarmement, avec pour objet une réduction des armements et des dépenses sans diminution de la sécurité.

- 6) Nous accueillons favorablement le fait qu'à la Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe `CSCE`, les pays de l'Ouest viennent de prendre une nouvelle initiative importante, ayant décidé de définir la zone à laquelle s'appliqueraient les mesures qui devraient être négociées lors de la Conférence européenne sur le désarmement actuellement envisagée. Ils ont également proposé, chose tout aussi importante, l'adoption d'un certain nombre de dispositions sur les droits de l'homme qui devraient donner un nouvel espoir aux individus privés de leur liberté. Nous estimons que l'adhésion des Soviétiques à ces initiatives permettrait une conclusion équilibrée de la réunion de Madrid et une diminution importante de la tension en Europe.

7) En ce qui concerne l'Afghanistan, problème au sujet duquel nous avons exprimé l'an dernier au Sommet de Venise une position unanime très ferme, nous constatons que la situation n'a pas changé. C'est pourquoi, d'accord en cela avec l'écrasante -majorité des nations, nous continuons à condamner l'occupation de ce pays par l'Union soviétique. Nous appuyons les efforts internationaux en vue du retrait total des troupes soviétiques et de la restauration, en faveur du peuple afghan qui mène une guerre de libération, du droit à déterminer son avenir. Nous nous félicitons de la proposition constructive du Conseil de l'Europe d'une conférence internationale devant aboutir à ces résultats et demandons à l'Union soviétique de lui réserver un accueil favorable. Nous remercions Lord Carrington, secrétaire aux Affaires extérieures, du rapport qu'il nous a fait sur sa récente visite à Moscou et sur les discussions qu'il y a eues au nom des Dix au sujet de cette conférence.